



LOUVRE

**AVIS DE VACANCE DE POSTE
DIRECTION DU SOUTIEN AUX COLLECTIONS
SERVICE DES ACQUISITIONS**

FONCTION : Référent sécurisation des procédures d'acquisitions (F/H)

DATE DE DIFFUSION	23/10/2023
DATE D'ÉCHÉANCE	22/11/2023
CONDITIONS STATUTAIRES	Titulaires / Contractuels catégorie A
DIFFUSION	Interne / Externe

CONTEXTE:

Le musée du Louvre est un établissement public administratif sous tutelle du ministère de la Culture regroupant le musée national du Louvre, le musée national Eugène Delacroix, le Jardin des Tuileries, la gypsothèque du Louvre à Versailles et un centre de conservation situé à Liévin. Conformément au décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié, le musée du Louvre a notamment pour mission de conserver, protéger, restaurer pour le compte de l'Etat et présenter au public les œuvres des collections inscrites sur les inventaires du musée du Louvre et du musée national Eugène Delacroix et des œuvres déposées dans le jardin des Tuileries ; d'assurer dans les musées et jardins qu'il regroupe, et par tout moyen approprié, l'accueil du public le plus large, d'en développer la fréquentation, de favoriser la connaissance de leurs collections, de mettre en œuvre des actions d'éducation et de diffusion visant à assurer l'égal accès de tous à la Culture ; d'assurer l'étude scientifique de ses collections ; de concourir à l'éducation, la formation et la recherche dans le domaine de l'histoire de l'art, de l'archéologie et de la muséographie et de gérer un auditorium. Pour l'accomplissement de ses missions, le musée du Louvre coopère notamment avec les collectivités publiques et les organismes de droit public ou de droit privé, français ou étrangers, poursuivant des objectifs répondant à sa vocation. Les équipes du musée du Louvre (2300 agents environ) contribuent également à la programmation culturelle du Louvre Lens et du Louvre Abu Dhabi.

La Direction du soutien aux collections (DSCO) assure un soutien opérationnel aux départements de conservation en favorisant les partenariats internes et externes. Elle propose et met en œuvre des politiques transversales de gestion des collections (acquisitions, récolement, conservation préventive, etc.) et des ressources documentaires (photographies, bases de données, bibliothèque, etc.). En coordination avec les départements et le musée national Eugène Delacroix (MNED), la direction soutient les politiques transversales relatives aux collections et accompagne la stratégie de l'établissement dans ses domaines d'expertise.

Le **Service des Acquisitions** contribue à l'élaboration de la politique d'acquisition du musée du Louvre auprès de la Direction Générale, des départements de conservation et du MNED; il en assure la mise en œuvre opérationnelle et la gestion. Il pilote l'ensemble des procédures d'enrichissement des collections afin de garantir la fiabilité juridique, administrative, et financière des conditions d'entrée des œuvres dans les collections nationales.

MISSION GENERALE :

Sous la responsabilité du chef de service, en relation avec les départements de conservation et en appui de la chargée d'étude et de recherche provenance pour la période 1933-1945 de la DSCO et le Service du Récolement et des Dépôts (SRD), **le référent (F/H)** assure un appui à l'acquisition et la vérification de la provenance des biens susceptibles d'intégrer les collections de l'Etablissement (musée du Louvre et du MNED) et assure, par son expertise et ses préconisations, une aide à la prise de décision.

ACTIVITÉS PRINCIPALES :

Instruire les projets d'acquisition en matière de traçabilité

Le référent (F/H) assure l'instruction des projets d'enrichissement des collections (acquisitions, dépôts, saisies douanières) en accompagnant les recherches menées par les départements de conservation.

Il soutient et assure ces recherches pour établir la traçabilité de l'origine des biens et, en particulier, établir la chaîne de propriété des œuvres :

- en appui de la chargée d'étude et de recherche provenance de la DSCO et en lien avec la mission de recherche et de restitution des biens culturels spoliés pilotée par le Ministère de la Culture (M2RS) pour la période 1933-1945 ;
- en lien avec l'Office central de lutte contre le trafic des biens culturels (OCBC) et l'ensemble des acteurs de la lutte contre le trafic illicite pour les œuvres archéologiques ;
- en apportant son concours au Service du récolement et des dépôts (SRD) de la DSCO et aux départements de conservation pour les dépôts entrants et dans le cadre des opérations de post-récolement.

Être le garant des procédures et assurer l'expertise, le conseil et l'aide à la décision

Le référent (F/H) est le garant de la mise en application des vérifications nécessaires (*due diligence*) établies en concertation avec le Service des Musées de France (SMF).

Il/elle :

- contrôle la conformité des procédures établies en lien avec la Direction financière, juridique et des moyens (DFJM).
- évalue leur effectivité et suggère leur actualisation si nécessaire. A ce titre, il est aussi susceptible de répondre aux demandes de justificatifs afférents aux acquisitions, notamment de la part des commissaires aux comptes du musée.
- assure un rôle de conseil et d'alerte sur les risques pour sécuriser la prise de décision. Il rédige en ce sens des notes argumentées à l'attention de la gouvernance et des commissions compétentes.
- Le cas échéant, il accompagne les acteurs dans les procédures de signalement pour les œuvres dont la provenance apparaîtrait douteuse.
- veille au bon archivage des éléments sur le serveur électronique sur service.

Diffuser les bonnes pratiques et assurer une veille métier

Le référent (F/H) assure une veille permanente du cadre juridique relatif au domaine de la sécurisation de l'enrichissement des collections (droit du patrimoine, droit du marché de l'art, circulation des biens culturels...).

Il suit les évolutions législatives et réglementaires et analyse leur impact sur les procédures d'acquisition en proposant les adaptations nécessaires, en lien avec la DFJM.

Dans ce cadre, il/elle constitue à l'usage des partenaires internes du musée, un outil référentiel spécifique sur la législation internationale et l'état des pratiques relatives :

- à la protection et la circulation du patrimoine culturel, notamment en matière de trafic des biens culturels et de restitution ;
- aux évolutions depuis la fin du XIX^{ème} siècle des législations nationales des pays et territoires concernés par les différents domaines de collection de l'Etablissement, ainsi que des documents justificatifs valides en matière d'exportation.

Il développe un réseau de contacts opérationnels avec les partenaires extérieurs institutionnels et professionnels (Unesco, ICOM, Douanes, OCBC, cellules provenance d'autres institutions etc.) et assure l'interface pour la réalisation d'investigations complémentaires et l'obtention des certificats et documents nécessaires à l'instruction des projets d'acquisition.

En lien avec la DFJM, il contribue à diffuser les bonnes pratiques en la matière et à favoriser l'émergence d'un écosystème collaboratif.

En interne, il assure la transmission de l'information auprès des personnels concernés, en particulier les départements de conservation. Dans ce cadre, en lien avec la Direction des Ressources Humaines (DRH), il propose des initiatives en matière de formation des personnels scientifiques et administratifs, en particulier au sein des départements de conservation.

Il participe et co-anime les réunions des correspondants provenance organisées par la chargée d'étude et de recherche provenance 1933-1945 de la DSCO et le SRD.

PROFIL :

Formation initiale en histoire et/ou histoire de l'art et/ou en archivistique et/ou droit du patrimoine.
Master 2 souhaité sur la recherche de provenance incluant les aspects de spoliation et de trafic illicite des biens culturels ou expérience professionnelle équivalente dans ce domaine
Maîtrise de la méthodologie et des outils de la recherche documentaire, avec une très bonne connaissance des bases de données existantes sur la provenance (spoliation et trafic illicite).
Maîtrise du droit du patrimoine culturel, en particulier du droit international et européen du patrimoine culturel, du droit appliqué au marché de l'art, et du droit pénal et douanier appliqué au marché de l'art
Bonne connaissance du marché de l'art
Bonnes connaissances en géopolitique
Maîtrise de l'anglais (parlé et écrit) ; la pratique de l'italien et de l'allemand serait appréciée

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES :

Possibilité de télétravail (après 3 mois d'ancienneté)
Prestations sociales, culturelles et sportives (Association du personnel proposant de nombreuses sorties et activités de loisirs à tarifs attractifs, ainsi qu'un accès à une médiathèque et à un espace forme)
Carte Culture offrant la gratuité ou des réductions tarifaires sur les droits d'entrée et les produits des établissements culturels du ministère ainsi qu'un accès prioritaire (pour le titulaire de la carte et un accompagnant)
Mise à disposition d'un riche catalogue de formations ; accompagnement dans la préparation des concours et des projets individuels ; parcours nouveaux arrivants et formations managériales pour les nouveaux encadrants
Congés: 32 jours de congés annuels + 13 jours de RTT (sur la base d'un temps plein)
Remboursement partiel des transports et participation forfaitaire pour la mutuelle
Restaurant du personnel

MODALITÉS : Les candidatures (lettre de motivation et CV) sont à adresser au service recrutement et mobilité : candidatures@louvre.fr